

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

Commune d'Allemond, 5 chemin des Faures, 38 114 Allemond, F, Téléphone : (+33) 4 76 80 70 30,
Courriel : mairie@allemond.fr, Code NUTS : FRK24

Adresse(s) internet :

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <https://www.marches-securises.fr>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autorité régionale ou locale

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Services généraux des administrations publiques

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

- II.1.1) • **Intitulé :** Les prestations d'exploitation des remontées mécaniques Télécabine de l'Eau d'Olle express et du Funiculaire (ascenseur) de l'Eau d'Olle express, la maintenance des remontées mécaniques, ainsi que des contrôles réglementaires.

Numéro de référence : 12/2025

II.1.2) Code CPV principal :

Descripteur principal : 45234200

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) Type de marché

Services

II.1.4) Description succincte : Exploitation et entretien/maintenance de la télécabine et du funiculaire de l'Eau d'Olle ainsi que de leurs dispositifs connexes (casiers à skis, billettique)

II.1.5) Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 2 250 000,00€ HT sur la totalité du marché (5 ans hors révision).

II.1.6) Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : Non

Mots descripteurs : Prestations de services ; Transport

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) Intitulé :

Lot n° : 1

II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s)

Code CPV principal : 60000000

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 34612200

Descripteur supplémentaire :

Code CPV principal : 50000000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) Lieu d'exécution

Code NUTS : FRK24

Lieu principal d'exécution : commune d'Allemond (38)

II.2.4) Description des prestations : Exploitation quotidienne des remontées mécaniques (mise en marche, arrêt, vente des titres de transport, relation usagers) et des casiers à skis durant les périodes d'ouverture au public (période estivale et période hivernale) ; Traitement préventif et curatif des pannes et des incidents ; Entretien/maintenance des appareils et des bâtiments tout au long de l'année ; Mise

II.2) DESCRIPTION

en œuvre des contrôles et obligations réglementaires en matière de sécurité ; Promotion des équipements ; Relation avec les parties prenantes.

II.2.5) Critères d'attribution

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : 2 250 000,00€ HT sur la totalité du marché (5 ans hors révision).

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 12 (du 1^{er} juin au 31 mai)

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui.

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : Le marché est reconductible quatre fois pour une durée de douze mois. Les modalités de reconduction sont décrites à l'article 3.1 du CCAP du marché, porté à la connaissance des candidats avec les documents de la consultation.

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) Information sur les options

Options : non

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires : Pour la préparation de leur offre, les soumissionnaires peuvent visiter le site. Le candidat devra obligatoirement prendre RDV en contactant la Mairie d'Allemond au 04.76.80.70.30. ou par courriel à : mairie@allemond.fr

Il s'agit d'une visite facultative.

Les modalités sont décrites au règlement de la consultation.

Mots descripteurs : Prestations de services ; Transport

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : - Une lettre de candidature faisant également office, conformément à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique, de déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (DC1 ou équivalent téléchargeable à l'adresse internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; la version du DC1 à utiliser est celle de la DAJ mise à jour le 01/04/2019 ou le Document Unique de Marché Européen : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>). En cas de candidature groupée, ce document est commun à l'ensemble des membres du groupement ; - En vertu de la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales : Le procès-verbal de la réunion du comité social et économique consacrée à l'examen du rapport et du programme mentionnés à l'article L. 2312-27 du code du travail. Cette pièce n'est cependant obligatoire que si le comité social et économique précité est mis en place, obligation légale pour les entreprises de plus de 11 salariés, au plus tard au 31 décembre 2019.

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; Bilan ou extraits de bilan concernant les trois dernières années pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi - Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Une liste des principaux services en lien avec l'objet du marché fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public. Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) Marché éligible au MPS : non

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) DESCRIPTION

IV.1.1) Type de procédure

Procédure ouverte

IV.1.3) Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Ne dépasse pas 5 ans

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1) Publication antérieure relative à la présente procédure

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

14 mai 2025 – 12 : 00

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) Modalité d'ouverture des offres

Date : 14 mai 2025 – 14 : 00

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture : Cette information concernant les modalités d'ouverture des offres est purement indicative. Elle n'autorise pas les candidats à venir assister à l'ouverture des offres.

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) RENOUVELLEMENT

Il s'agit d'un marché renouvelable

VI.2) INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES : via <https://www.marches-securises.fr>

VI.3) INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les documents à produire par les candidats à l'appui de leur candidature et de leur offre, les critères d'analyse, les modalités de demandes de renseignement et de dépôt des plis figurent dans le règlement de consultation téléchargeable sur www.marches-securises.fr

Le délai de validité des offres exprimé en mois au sein du présent avis correspond au délai de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au règlement de la consultation. Le DCE est accessible sur le profil acheteur de la collectivité. Les formulaires types sont téléchargeables sur le site, dûment complétés et signés : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Unité monétaire utilisée : l'euro. Le dossier de consultation des entreprises n'est disponible que sous forme dématérialisée. Il est téléchargeable sur le site : www.marches-securises.fr Une assistance téléphonique est disponible au numéro azur suivant : 04 92 90 93 27 ou par mail à technique@atline.fr. Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique précise et fiable permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Les détails concernant

VI.1) RENOUELEMENT

les prestations objets du marché sont indiqués dans le CCTP. Les variantes, ne sont pas autorisées. Date d'envoi de l'avis de publicité au JOUE : 07 avril 2025.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38 022 Grenoble Cedex, F,
Téléphone : (+33) 4 76 42 90 00, Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr, Adresse internet
: <http://www.grenoble.tribunal-administratif.fr/>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : La présente procédure de marché public pourra faire l'objet : - d'un référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative (CJA) et pouvant être exercé avant la signature du contrat - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et R. 551-7 à R. 551-10, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA - d'un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale.

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38 022 Grenoble Cedex, F,
Téléphone : (+33) 4 76 42 90 00, Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr, Adresse internet
: <http://www.grenoble.tribunal-administratif.fr/>

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 09 avril 2025.

Facturation :

Indexation de l'annonce : 12/2025

Critères sociaux ou environnementaux : Non